

Vaccins : les dessous d'une guerre économique

CHRISTIAN CHAVAGNEUX01/03/2021ALTERNATIVES ECONOMIQUES N°410

Extrait.s Article complet réservé aux abonnés.

<https://www.alternatives-economiques.fr/vaccins-dessous-dune-guerre-economique/00098197>

Il y a celles et ceux qui ne veulent pas se faire vacciner et puis toutes les personnes qui n'attendent que ça et qui n'y arrivent pas ! Rendez-vous annulés, personnel soignant mobilisé pour rien, infrastructures inutiles, la France manque de doses. Et c'est l'incompréhension : comment au pays de Pasteur et de Sanofi peut-on être à ce point à côté de la plaque pour un produit faisant l'objet d'une demande mondiale urgente ?

A défaut de la piqûre, les statistiques font mal. Au 15 février, deux pays apparaissent hors normes : Israël et les Emirats arabes unis qui ont administré une première dose à respectivement les trois quarts et la moitié de leur population. Le Royaume-Uni suit avec près de 25 %, les Etats-Unis en sont à 16 %. Les pays de l'Union européenne arrivent très loin derrière : l'Irlande, l'Espagne, l'Italie à 5-5,5 %, plusieurs pays approchent les 5 %, et la France, vers 4,5 %, est dans le peloton de queue. Le constat est là : l'Europe est en retard et la France à la traîne dans une Europe en retard.

Un échec européen

Mais l'échec n'est pas que français. La tentative de la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, de redorer le blason de l'Europe en s'imposant comme le premier acteur de la réponse à la pandémie a mal tourné. Le choix politique se défendait : il valait mieux que les pays européens s'entendent pour coordonner leurs commandes de vaccins. Les batailles autour des masques et des respirateurs au printemps 2020 ont montré combien le nationalisme sanitaire n'est pas adapté à la situation. Pour autant, la Commission a flanché sur la mise en œuvre.

L'Union a-t-elle trop tardé ? Oui. Sûrement poussée par la France, elle a conclu des discussions préliminaires qualifiées de « fructueuses » avec Sanofi-GSK dès le 31 juillet 2020, puis avec Johnson & Johnson le 13 août, CureVac le 18 août, Moderna le 24 août et AstraZeneca le 27 août. Quand Pascal Soriot, le PDG de cette dernière, dit que l'Europe aurait dû lui passer commande plus tôt, il marque un point. Le temps de négocier plus de responsabilité juridique pour les labos en cas de pépin, contrairement à ce qui s'est passé aux Etats-Unis et au

Royaume-Uni ? Difficile à dire, car les contrats ne sont pas publiés. Mais les informations disponibles font douter que l'Europe ait obtenu ce qu'elle souhaitait en la matière [3](#).

L'Union européenne a-t-elle été radine ? Encore oui. Dans sa quête de vaccins, elle a dépensé cinq fois moins en préfinancements publics par habitant que le Royaume-Uni et les Etats-Unis. Elle en paie le prix en étant servie après les autres. « *Si la Commission nous avait demandé plus de moyens financiers, nous aurions donné l'argent nécessaire* », a déclaré le ministre des Finances allemand Olaf Scholz. Peut-être l'Allemagne, la France et les autres pays de l'Union auraient-ils pu réagir plus tôt ? Et les leçons de l'Allemagne porteraient plus si l'on n'avait pas appris début janvier que son gouvernement avait commandé en bilatéral pour 30 millions de doses chez BioNTech-Pfizer...

L'Union a-t-elle été naïve ? Le contrat entre l'Europe et le laboratoire AstraZeneca a été publié – avec une partie expurgée à la demande du laboratoire. On peut y lire que ce dernier fera son « *best reasonable effort* » pour servir son client. Est-ce à dire que le labo doit juste faire de son mieux pour livrer ses doses ? Pour la Commission européenne, la réponse est non. C'est un standard juridique classique qui engage l'entreprise sur ce qu'elle maîtrise, sa production. En fait, AstraZeneca semble s'être engagé à servir le Royaume-Uni et l'Union européenne en même temps alors qu'il n'avait pas la capacité de produire pour les deux marchés. Il a choisi, sûrement en fonction du prix, de servir les Britanniques en premier. La Commission a raison quand elle dit que le contrat oblige le laboratoire à utiliser toutes ses capacités de production, y compris celles situées au Royaume-Uni, pour remplir sa commande. Mais elle ne s'est pas assurée que son fournisseur pouvait garantir la livraison et il lui a fallu plusieurs jours de tensions et de menaces pour que le laboratoire annonce début février qu'il livrerait finalement... la moitié des doses promises. Pendant ce temps-là, le Royaume-Uni, qui a déjà commandé six doses par habitant, indiquait qu'il levait son option pour les vaccins produits par la française Valneva... histoire d'en priver les Européens.

Un mauvais choix mondial

Tout cela ne serait que péripéties s'il n'y avait un problème de fond, très visible dans le contrat AstraZeneca. On y lit que l'entreprise est seule propriétaire des droits de propriété intellectuelle liés au vaccin et dispose d'un droit d'exploitation exclusif de ces droits de propriété. Les Etats ont versé des milliards pour financer la recherche, les essais cliniques et la production, mais ils ont abandonné les droits intellectuels aux labos. Ils ont aussi toléré l'opacité sur les coûts de production pour que l'on ne sache pas quelle marge les laboratoires se font

grâce à l'argent public. Enfin, ils leur ont laissé la possibilité de fixer des prix élevés.

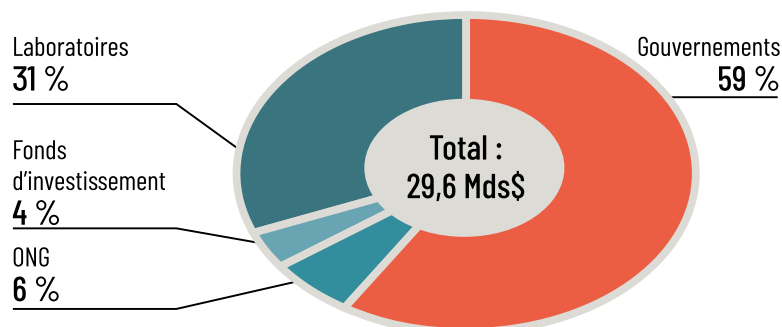
Pourquoi les Etats ont-ils tout lâché à Big Pharma ? Chacun pensait que son champion national ou régional pouvait gagner la course et prendre de l'avance sur les autres. Les Etats se sont ensuite jetés sur les premiers vaccins disponibles : sont-ils les plus efficaces ? L'avenir le dira. En tout cas, le premier sorti, celui de Pfizer, n'était certainement pas le plus pratique avec sa chaîne du froid à - 70 °C !

Résultat : les financements sont ultrapublics et les profits archiprivés. Même quand AstraZeneca vend sa dose de vaccin autour de 2 dollars, les spécialistes estiment que sa marge pourrait être de 20 %. On apprenait en février que Pfizer-BioNTech, avec un vaccin un peu en dessous de 20 dollars, réalisait une marge de 25-30 %. On imagine les fortunes que vont toucher les actionnaires de l'entreprise comme ceux de Moderna et sa dose coûtant jusqu'à pas loin de 40 dollars.

Des découvertes grâce à l'argent public

Gouvernements et ONG ont financé les deux tiers de la recherche, des essais cliniques et de la production des vaccins sur un total de dépenses début février estimé à 29,6 milliards de dollars. A minima : sur les 188 contrats identifiés dans le monde, 61 sont sans montant. A cela s'ajoutent les achats de doses par les gouvernements pour 20 milliards, une estimation basse : sur les plus de 300 commandes identifiées, on ne connaît les montants que pour 24 d'entre elles ! Ainsi, la Fondation KENUP estime que les gouvernements ont acheté pour près de 95 milliards de dollars de doses. Au final, la conclusion ne fait aucun doute : sur les milliards dépensés à ce jour, la très grande majorité provient de l'argent public.

Légende : Part des différentes sources de financement de la recherche, essais cliniques et production des vaccins, en % du total des dépenses début février 2021



Source : Airfinity

Les défenseurs des labos avancent que la recherche de vaccins est une entreprise à haut risque, que les biotechs concernées ont mobilisé pendant des années de l'argent privé qu'il faut bien rémunérer. C'est oublier plusieurs choses. Sans le Covid-19, ces start-up afficheraient encore des pertes : alors que les coronavirus sont identifiés depuis longtemps par les scientifiques comme une source de pandémie à venir, l'Access to Medicine Foundation montre qu'elles ne faisaient quasiment pas de recherche sur le sujet. Et c'est encore le cas pour dix des seize maladies infectieuses émergentes connues [4](#). Les labos et les biotechs ont donc fait, pendant des années, les mauvais choix. Il a fallu toute la puissance publique – l'argent, les patients fournis par les hôpitaux publics, à l'image de l'APHP par exemple en France, afin de réaliser des tests – pour que ces entreprises se réveillent. Et se trouvent à devoir innover sans incertitude : les débouchés étaient garantis et, qui plus est, à l'échelle du monde entier ! Par ailleurs, la technique innovante de l'ARN messager utilisée par BioNTech et Moderna repose sur trente ans de recherches publiques et privées : ils ne l'ont pas sortie de leurs chapeaux.

Face à une pandémie mondiale, le financement public aurait dû avoir pour contrepartie claire, a minima, que compte tenu des énormes volumes de ventes attendus, les prix soient faibles. Au lieu de cela, les vaccins sont devenus un actif de spéculation commerciale entre labos et l'enjeu de batailles d'approvisionnement entre Etats et de courses nationalistes, les Russes et les Chinois développant le leur de leur côté. Sans même parler des populations des pays en développement reléguées en queue de vaccination.

Les pays riches accumulent les doses

Début février, les gouvernements du monde entier avaient commandé 7,9 milliards de doses. Elles sont très inégalement réparties : le Canada arrive en tête des grands pays avec 9 doses par habitant, devant le Royaume-Uni (6), l'Australie (4,5), les Etats-Unis (3,7) et l'Union européenne (3,5).

Pour éviter cette situation, les gouvernements auraient dû tenir les promesses faites l'an dernier. Présentant un texte commun de plusieurs chefs d'Etat européens, Emmanuel Macron annonçait que les vaccins seraient « *un bien mondial de l'humanité, et pas la propriété de l'un ou l'autre* ». Rebelote le 3 février dernier avec une tribune regroupant le président français, Angela Merkel, Ursula von der Leyen, Charles Michel, le président du Conseil européen, ainsi que le secrétaire général des Nations unies et le président du Sénégal : « *Une large couverture vaccinale est un bien public mondial qui doit être accessible à tous à un*

prix abordable. » Voilà pour les paroles. En actes, il aurait fallu que les Etats, qui disposent de divers instruments juridiques pour aller dans ce sens, imposent que les premiers laboratoires qui trouvent un vaccin voient immédiatement tomber leur découverte dans le domaine public. Les autres auraient pu alors produire des doses en masse pour la Terre entière.

C'est le sens de la proposition faite le 29 janvier dernier par le président du Conseil européen Charles Michel : rendre les brevets publics. Trop tard. Faire du vaccin un bien commun, c'était le choix de l'université d'Oxford. Mais elle a été convaincue par Bill Gates de s'allier avec un laboratoire et de protéger sa propriété intellectuelle. Le fondateur de Microsoft en a bien profité dans son domaine, il sait de quoi il parle, il ne fallait surtout pas remettre en cause ce principe.

On n'attendait pas un comportement moins cupide de Big Pharma. Le fait que les Etats soient entrés dans ce jeu de rivalité pour espérer en tirer un bénéfice au détriment du reste du monde n'est pas à la hauteur des enjeux. Ils ont manqué leur rendez-vous avec l'histoire. Malheureusement pour nous, c'est désormais, et pour de longs mois encore, la guerre des doses. La France et les autres pays européens n'ont pas fini d'attendre pour immuniser leurs populations.

- [1.](#) Voir « Négociations avec les labos : comment l'Europe a oublié de se vacciner contre la naïveté », par Rozenn Le Saint, Cédric Vallet et Ludovic Lamant, Mediapart, 6 février 2021.
- [2.](#) « Le cycle de vie de l'innovation pharmaceutique : le retard français », par Ariane Alla, Jean Beuve et Baptiste Savatier, *Focus* n° 053-2021, janvier 2021.
- [3.](#) « Vaccins : l'étrange défaite française », par Bernard Meunier, *Les Echos*, 29 janvier 2021.
- [4.](#) « [La machine à dividendes : enquête sur les comptes du CAC 40](#) », *Alternatives Economiques* n° 409, février 2021.